

RÈGLEMENT DU CONCOURS D'INNOVATION

« AI4MINERALS – AI-POWERED ANALYSIS FOR MINERAL RESOURCE INVENTORY »

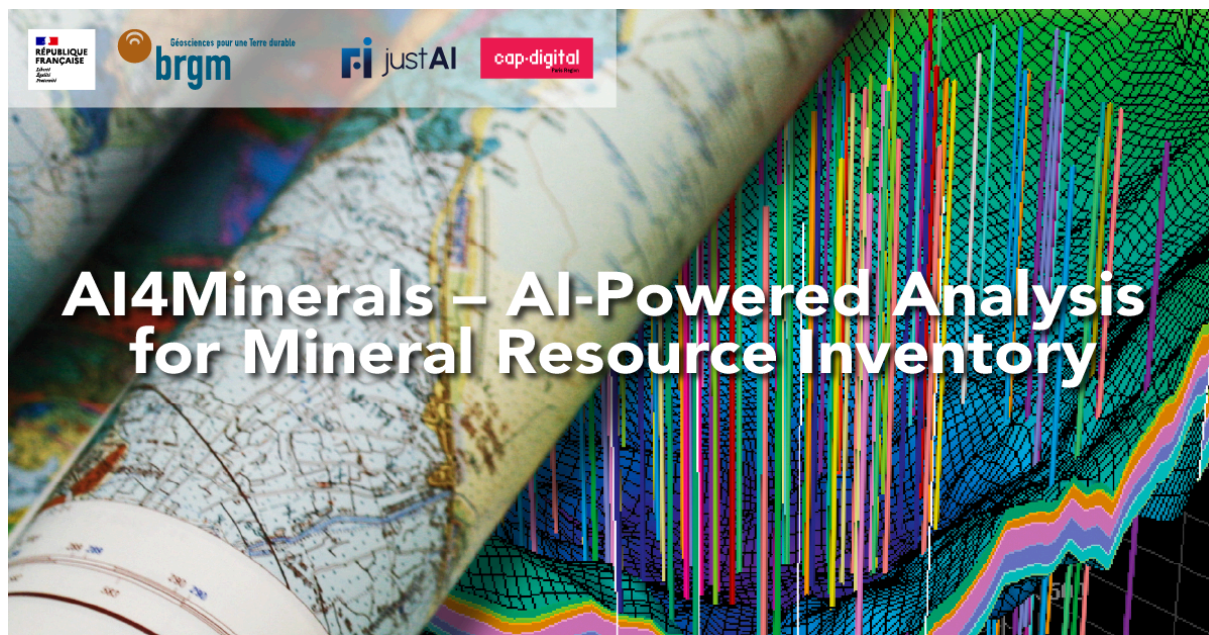


Table des matières

ARTICLE 1 - DÉFINITION	2
ARTICLE 2 - CONTEXTE DU CONCOURS D'INNOVATION	3
ARTICLE 3 - DÉROULEMENT DU CONCOURS D'INNOVATION	4
ARTICLE 4 - MODALITÉS DE PARTICIPATION AU CONCOURS D'INNOVATION	5
ARTICLE 5 - FINANCEMENT DES LAURÉATS	6
ARTICLE 6 - LIVRABLES	7
ARTICLE 7 - EXIGENCES ET CRITÈRES DE SÉLECTION	7
ARTICLE 8 - COMITÉ DE PRÉSÉLECTION ET JURY FINAL	9
ARTICLE 9 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	9
ARTICLE 10 - COMMUNICATION	9
ARTICLE 11 - RESPONSABILITÉ	10
ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ	10
ARTICLE 13 - ANNULATION ET SUSPENSION DU CONCOURS D'INNOVATION	10
ARTICLE 14 - LOI APPLICABLE	11
ANNEXE 1 : ACCORD NOMINATIF DE CONFIDENTIALITÉ RELATIF À LA PARTICIPATION AU CONCOURS D'INNOVATION	12

ARTICLE 1 - DÉFINITION

« **Commanditaire** » désigne le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), créé en 1959, et placé sous la tutelle des ministères en charge de la Recherche, de l'Écologie et de l'Économie. Le BRGM est l'établissement public de référence dans les applications des sciences de la Terre pour gérer les ressources et les risques du sol et du sous-sol dans une perspective de développement durable ; qui a défini le cas d'usage du Concours d'innovation et confie à l'Organisateur l'organisation et le pilotage du Concours d'innovation.

« **Organisateur** » désigne l'association Cap Digital qui se voit confier par le Commanditaire l'organisation et le pilotage du Concours d'innovation.

« **Candidat** » désigne l'entreprise participant au Concours d'innovation dont le fonctionnement est décrit ci-après.

« **Concours d'Innovation** » désigne le défi organisé pour le Commanditaire, par l'Organisateur, en conformité avec les dispositions du présent Règlement, visant à sélectionner parmi les Candidats un panel de sociétés répondant aux critères de sélection.

« **Lauréats** » désigne les Candidats sélectionnés pour participer à la phase de réalisation du Concours d'innovation, à l'issue de la phase de sélection du Concours d'innovation.

« **Partie** » désigne le Commanditaire ou l'Organisateur.

« **Parties** » désigne le Commanditaire et l'Organisateur.

« **Règlement** » désigne le présent document qui a pour objet de définir les conditions et règles de participation au Concours d'innovation.

ARTICLE 2 - CONTEXTE DU CONCOURS D'INNOVATION

Contexte et objectifs

Dans un contexte de transitions énergétiques et numériques ainsi que de souveraineté industrielle, la France renforce sa politique de sécurisation des approvisionnements en ressources minérales critiques et stratégiques. Pour y répondre, le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) pilote un programme national ambitieux destiné à actualiser la connaissance du potentiel géologique en minéraux critiques et stratégiques. D'un montant de 63,3 millions d'euros sur cinq ans, ce programme prévoit un inventaire à grande échelle du sous-sol sur une partie du territoire tant hexagonal que ultramarin, ciblant une soixantaine d'éléments critiques.

Dans ce cadre, le BRGM lance un concours d'innovation visant à mobiliser des acteurs de l'intelligence artificielle, y compris ceux non spécialisés en géosciences, pour expérimenter des approches innovantes d'analyse de données appliquées à l'exploration minière.

Le programme s'appuie sur plusieurs milliers d'échantillons géochimiques, à partir desquels il s'agit de produire des cartes d'anomalies multivariées permettant d'orienter efficacement les efforts d'exploration. Les résultats attendus devront allier rigueur technique, pertinence géoscientifique et qualité d'interprétation.

Ce projet s'inscrit dans un cadre méthodologique exigeant, marqué par une forte incertitude : peu de données de forage directes, une majorité de données indirectes et une connaissance encore partielle des éléments ciblés.

Objectifs principaux :

- Générer une carte d'anomalie pour chacun des 49 éléments chimiques présents dans le jeu de données fourni. Il existe trois types d'anomalies :
 - Anomalie de valeur (range anomaly) : valeur qui se distingue fortement des autres dans une série, souvent le maximum
 - Anomalie spatiale (spatial anomaly) : valeur haute (ou basse) par rapports aux points voisins sans forcément être la valeur extrême de la série
 - Anomalie de relation (relationship anomaly) : combinaison de valeurs anormale entre des éléments
- Utiliser des approches statistiques, spatiales ou de machine learning pour identifier des zones d'intérêt potentielles à partir de données hétérogènes et bruitées.

Bonus (facultatif mais valorisé) :

- Bonus 1 : Proposer une méthodologie d'intégration des données géophysiques afin d'enrichir, d'expliquer ou de confirmer les anomalies détectées.
- Bonus 2 : Fournir une interprétation métallogénique ou anthropique des anomalies (par exemple : distinguer un signal naturel d'intérêt d'une pollution d'origine agricole).

L'un des objectifs du concours est d'identifier 2 à 3 partenaires avec lesquels le BRGM pourrait structurer des collaborations de R&D à long terme, au-delà de cette phase expérimentale.

Contribution et livrables attendus de la part des candidats

Les candidats devront proposer une démarche rigoureuse et documentée pour exploiter les données mises à disposition. L'exploitation de données autres que celles fournies par le BRGM est autorisée mais elles devront être référencées dans le rapport. Ils devront démontrer leur capacité à adapter des méthodes d'analyse à un contexte d'incertitude et à produire des livrables compréhensibles et utiles pour les équipes métier du BRGM.

Les contributions attendues incluent notamment :

- Une présentation du cas d'usage explicitant la compréhension du problème
- Le code qui a permis l'exécution du projet, sous forme de Jupyter Notebook
- Un rapport méthodologique documenté sur les expérimentations faites, les choix algorithmiques, le passage à l'échelle.
- Les cartes enrichies et interprétées
- Méthodologie d'analyse innovante, explicite et interprétable, mobilisant des techniques adaptées au caractère bruité et incomplet des données
- Une proposition de partenariat avec le BRGM (propriété intellectuelle, business model, ...)

ARTICLE 3 - DÉROULEMENT DU CONCOURS D'INNOVATION

Le calendrier suivant est provisoire et certaines dates restent à préciser, lesquelles seront déterminées conjointement entre le Commanditaire et l'Organisateur, selon certaines contraintes à respecter. Toutes les dates seront communiquées aux Candidats dès qu'elles seront fixées.

Phase 1 : Sélection des lauréats	
8 juillet 2025	Lancement et publication du concours d'innovation Ouverture de la plateforme de candidatures
8 juillet 2025 à 11h30	Webinaire de présentation du concours d'innovation
1 ^{er} septembre 2025	Clôture de la phase de candidature
Du 1 ^{er} septembre au 22 septembre	Analyse des dossiers de candidatures
Semaine du 22 septembre	Comité de présélection et annonce des candidats présélectionnés sur dossier
Semaine du 29 septembre	Session de pitch training pour les candidats présélectionnés
Semaine du 13 octobre	Jury de sélection suivi de l'annonce des entreprises présélectionnées
A partir du 20 octobre	Début de la phase de collaboration

Calendrier provisoire (certaines dates pouvant être ajustées ou précisées).

Toute date définie dans le cadre du Règlement s'entend comme exprimée par le fuseau horaire de Paris.

Aucune prolongation ni dérogation à cette durée ne sera accordée, pour quelque raison que ce soit, au Candidat.

Les Parties se réservent le droit de modifier la durée du Concours d'innovation si des impératifs opérationnels l'imposent, pour une durée raisonnable qui sera communiquée aux Candidats.

Le concours d'innovation est organisé en une (1) phase, comprenant deux (2) étapes

Phase 1 : Sélection des lauréats :

- Etape 1 : (8 juillet au 1^{er} septembre 2025) : les Candidats élaborent leur dossier de candidature et le transmettent au plus tard le 1^{er} septembre 2025 à 12h.
- Etape 2 : (du 1^{er} septembre au 22 septembre) : le Comité de présélection analyse les dossiers de candidature reçus au regard des critères de sélection définis à l'article 8, du présent règlement. Les Candidats ayant remis les dossiers jugés les plus pertinents sont reçus en audition (jury final) la semaine du 13 octobre.

Au terme de ces deux étapes, le jury de sélection choisira 1 à 3 Lauréats pour la phase de collaboration.

A la suite du jury de sélection, l'Organisateur communiquera les résultats de la sélection à tous les Candidats, par courrier électronique envoyé à l'adresse renseignée lors du dépôt de candidature.

Les Lauréats rentreront alors dans une phase de collaboration qui donnera lieu à la signature d'une convention de partenariat et un financement lié.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE PARTICIPATION AU CONCOURS D'INNOVATION

4.1. L'inscription et la participation au Concours d'innovation sont gratuites.

4.2. Il est possible de s'inscrire individuellement ou en équipe. Un Candidat ne peut pas concourir à la fois en tant que Candidat individuel et Candidat au sein d'une équipe.

- 4.3.** Ne peuvent participer au Concours d'innovation les membres du personnel des Parties, ou des sociétés ayant participé à sa réalisation et/ou à sa promotion ainsi que les membres de leur famille.
- 4.4.** Il ne sera admis qu'une seule participation au Concours d'innovation par Candidat.
- 4.5.** Les Candidats s'inscrivent, en individuel ou en équipe, au Concours d'innovation depuis le [formulaire d'inscription](#) disponible sur le [site](#) de l'organisateur.
- 4.6.** Si vous souhaitez monter & rejoindre un consortium :
- Vous devez remplir ce [formulaire](#). Vos informations apparaîtront dans [ce fichier](#) qui recense l'ensemble des informations des structures souhaitant monter un consortium
 - Vous êtes ensuite libres de contacter les structures qui vous intéressent ou de répondre aux sollicitations que vous pourriez recevoir
- 4.7.** Les Candidats peuvent rédiger leur réponse en français ou en anglais
- 4.8.** En cas d'inaccessibilité du site, et seulement dans ce cas, l'inscription pourra être transmise par courrier électronique à openinnovation@capdigital.com
- 4.9.** Tout Lauréat qui souhaite participer à la phase de collaboration du Concours d'innovation est tenu :
- de prendre connaissance et d'accepter sans réserve le Règlement et de le retourner signé à l'Organisateur ;
 - de retourner, paraphé et signé un accord nominatif de confidentialité (cf. annexe 1) de chaque personne amenée à participer au Concours d'innovation

ARTICLE 5 - FINANCEMENT DES LAURÉATS

5.1. Financement de la collaboration

À l'issue de la phase de sélection, jusqu'à trois structures pourront être retenues pour entrer dans une phase de collaboration expérimentale avec le BRGM.

Chaque collaboration fera l'objet d'une convention de partenariat bilatérale, définissant les objectifs, les livrables attendus, le calendrier de réalisation, ainsi que les modalités financières.

Un financement dédié par lauréat sera mobilisé pour soutenir les travaux réalisés dans le cadre de cette phase expérimentale. Ce financement est accordé sur la base du projet proposé, de son ambition, de sa qualité méthodologique et de sa faisabilité.

5.2. Eligibilité

Le financement du BRGM est réservé à toute société justifiant des conditions cumulatives suivantes :

- Des entreprises de toute taille et de toute nationalité (de préférence européenne) ;
- Être une société dûment enregistrée auprès de l'autorité compétente dans son pays d'origine (registre du commerce, équivalent national) et en capacité de fournir un justificatif de cette immatriculation ;
- Disposant d'une expertise dans au moins un des domaines suivants : intelligence artificielle, data science, géomatique ou exploration minière par les données ;
- Capables de formaliser une approche rigoureuse, de produire des livrables techniques et de proposer une perspective de collaboration avec le BRGM.

Le Candidat devra certifier, au moment de son inscription, remplir les conditions susvisées. A ce titre, il devra présenter un extrait Kbis de moins de 3 mois ou équivalent dans son pays pour justifier de sa qualité de représentant de la société candidate.

Tout Candidat qui ne remplit pas les conditions du présent Article lors du dépôt de sa candidature et à tout moment pendant la durée du Concours d'innovation sera, de plein droit et sans notification préalable, disqualifié du Concours d'innovation et ne pourra être destinataire d'aucun financement telle que définie à l'article 6 ci-après. Dans l'hypothèse où un financement aurait été attribué à un Candidat ne satisfaisant pas les conditions de participation lors de son inscription ou pendant la durée du Concours d'innovation, il devra reverser l'intégralité de ce financement versé au BRGM.

5.3. Modalités de financement

L'ensemble des dépenses éligibles du projet sont susceptibles d'être soutenues par des financements du BRGM dans la limite du budget maximum défini. Les dépenses éligibles comportent :

- les frais de personnels affectés au projet ;
- des frais forfaitaires proportionnels aux frais de personnels.

Pour être éligible au financement, le Lauréat doit avoir la capacité financière d'assurer, pour les travaux qu'il prévoit d'engager, la part des coûts restant à sa charge après déduction de l'aide et, le cas échéant, de l'apport du Commanditaire.

Pour bénéficier du financement, une convention devra être signée au début de la phase de collaboration entre chaque Candidat et le BRGM.

Toute remise d'un financement à l'issue du Concours d'innovation est conditionnée à, et n'est réalisée, que sous réserve :

- Du respect intégral des dispositions du présent Règlement ;
- De la présentation par chaque Lauréat des justificatifs permettant de vérifier que sa société répond aux critères fixés à l'Article 5 ;
- De la remise d'un document décrivant les travaux réalisés et présentant les résultats des développements effectués pendant la phase de collaboration. Ce bilan sera ensuite transmis par l'Organisateur au BRGM qui validera l'attribution du financement.

Chaque Candidat reconnaît et accepte que le financement ne pourra donner lieu à aucune contestation d'aucune sorte par les Candidats, ni à une demande de remise de leur contre-valeur en argent, ni à leur remplacement ou échange pour un autre financement pour quelque cause que ce soit. Le financement n'est pas cessible et les Candidats sont informés que la vente ou l'échange de financement sont interdits.

Chaque Candidat reconnaît et accepte que les Parties ne sont tenues qu'à une mise à disposition de ce financement attribué aux Candidats. En conséquence, tous les frais accessoires relatifs à ce financement ou les frais généraux liés à l'entrée en possession de ce financement resteront, sauf disposition contraire du Règlement, à la charge des Candidats. Aucune prise en charge ou remboursement ne sera due au titre de la mise en œuvre ou de la mise à disposition de ce financement.

ARTICLE 6 - LIVRABLES

6.1. Les Candidats transmettent, dans le respect du calendrier défini à l'Article 3, les Livrables demandés.

Phase 1 : Sélection des Lauréats

6.2. Au titre de la Phase 1 de présélection, les Candidats devront remettre les Livrables suivants :

- Dossier de candidature en ligne dont la structure est disponible sur le [site](#) de l'Organisateur ;
- Une copie d'un extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent de son pays

Le dossier pourra utilement être complété de toute autre pièce que le candidat jugera opportun de communiquer ou que le jury pourra souhaiter.

Les participants soumettent leur Livrable de présélection via le [site](#) mis en place par l'Organisateur.

ARTICLE 7 - EXIGENCES ET CRITÈRES DE SÉLECTION

7.1. Exigences et critères de classement de la Phase 1 : Sélection des Lauréats

Les candidats sont évalués en deux étapes :

- Dans un premier temps, à travers un comité de présélection sur dossier.
- Dans un second temps, les candidats retenus par le comité de présélection seront invités à présenter leur projet devant le jury de sélection. Ils seront évalués selon une grille d'évaluation qui leur sera communiquée quelques jours avant l'événement.

Ci-dessous les critères sur lesquels pourront se baser ces deux différentes étapes d'évaluation

Critère	Description	Poids
Maîtrise des outils de lecture de données	Capacité à lire des fichiers au format geojson, principalement via Python ou des outils adaptés	5% , cette compétence est en partie couverte par le notebook fourni. Elle pourra par ailleurs être rapidement acquise si un partenariat avec le BRGM est mis en place
Analyse exploratoire & Compréhension des enjeux géologiques	Compréhension des variables, capacité à décrire le jeu de données, à détecter d'éventuelles incohérences ou manques	20% , cette étape constitue une base essentielle pour l'identification d'anomalies. Une mauvaise gestion peut compromettre l'ensemble de l'analyse. Pendant cette évaluation, évaluer les compréhensions des variables au sens géologique sera également important et permettra de différencier les participants
Nettoyage des données	Identification et traitement des valeurs manquantes ou incohérentes (types de données, anomalies simples, etc.)	0% lors du challenge, mais fera l'objet d'un échange lors de l'entretien , afin d'évaluer les réflexes de nettoyage en contexte réel
Visualisation initiale	Propositions de graphiques mettant en lumière les premières tendances : corrélations, projections spatiales en 2D, etc	15% , cette étape permet d'identifier rapidement d'éventuelles anomalies ou regroupements
Analyse approfondie	Définition de métriques d'analyse des anomalies, mobilisation de compétences en data analyse et compréhension	30% , ce critère sera le plus discriminant car peu abordé dans le notebook de référence

	minimale des enjeux géologiques	
Justification des choix	Capacité à motiver les choix analytiques et visuels, à la fois d'un point de vue data, métier géologique et communication interdisciplinaire (data/géologie). Les choix en termes de performance et de sobriété des méthodes seront également évalués.	25% , ce critère permet d'évaluer la capacité à argumenter les décisions et à adapter son langage à des interlocuteurs variés
Qualité de la présentation	Qualité formelle des livrables, que ce soit les cartes ou les rapports écrits (clarté, structure, lisibilité)	5% , reflète certaines compétences transversales pouvant faire la différence entre candidats au niveau technique équivalent

Modalités de notation

Chaque critère sera noté sur 10.

La note finale correspondra à une moyenne pondérée selon les pourcentages indiqués ci-dessus.

Une note minimale d'admissibilité pourra être définie en cours de challenge, en fonction des attentes du BRGM, du niveau global et du nombre de participants.

ARTICLE 8 - COMITÉ DE PRÉSÉLECTION ET JURY FINAL

8.1. Le comité de présélection et jury final sont composés de représentants du Commanditaire, ses partenaires et appuyés par des représentants de l'Organisateur.

8.2. Le comité de présélection se réunit pour analyser les dossiers de candidature et choisir les Candidats qui auront l'occasion de présenter leurs propositions devant le Jury final. Le Jury final recevra les Candidats en auditions finales afin de sélectionner un maximum de trois (3) entreprises Lauréates qui accéderont à la phase de collaboration.

ARTICLE 9 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Propriété intellectuelle sur les données du Commanditaire

9.1. Le Commanditaire demeure titulaire de tous les droits sur les données mises à disposition des Candidats dans le cadre du Concours d'innovation.

Propriété intellectuelle sur les démonstrateurs techniques des Lauréats

9.2. Les Parties s'engagent à ne pas revendiquer de droits de propriété intellectuelle particuliers sur les informations transmises par chaque Candidat dans les dossiers de candidature et dans l'ensemble des Livrables remis par le Candidat.

9.3. Le Candidat reste propriétaire du démonstrateur technique développé antérieurement au Concours d'innovation.

9.4. Les travaux réalisés par les Lauréats dans le cadre du présent Concours d'innovation demeureront la propriété du Lauréat à l'issue du Concours d'innovation ; l'accès par le Commanditaire aux résultats de ces travaux se fera dans des conditions de marché.

9.5. Chaque Candidat est seul juge de l'opportunité et des modalités d'une protection des informations qu'il transmet par la revendication de tels droits.

ARTICLE 10 - COMMUNICATION

10.1. Les Candidats autorisent les Parties à reproduire leur marque à titre gratuit sur les supports de communication autour du Concours d'innovation, tels que et sans que ce soit exhaustif : écrans sur sites internes et externes, signatures / newsletters email, communiqués de presse, affiches / kakémonos sur salons, réseaux sociaux de l'Organisateur ou du Commanditaire.

10.2. Les Candidats autorisent également les Parties à reproduire leur dénomination sociale, leur nom commercial sous les mêmes conditions ainsi que leur logo tel que reproduit dans le dossier de candidature.

10.3. Les Candidats s'engagent, sur tout support qu'ils publient, à ne faire figurer le logo du Commanditaire qu'après et à condition d'avoir obtenu l'autorisation de ce dernier.

10.4. Une fois le projet sélectionné, chaque lauréat est tenu de mentionner le soutien reçu dans ses actions de communication.

10.5. Les candidats s'engagent à valoriser le soutien du Commanditaire dans leurs démarches de communication concernant le Concours d'innovation.

10.6. La présente autorisation entre en vigueur à compter de la date du début du Concours d'innovation et pour la durée et les besoins visés dans les finalités susmentionnées.

ARTICLE 11 - RESPONSABILITÉ

11.1. Les Parties ne pourront être tenues pour responsables des conséquences d'une disqualification d'un Candidat en raison de sa violation du Règlement.

11.2. En aucun cas, les Parties ne seront tenues responsables du délai d'envoi du financement ou en cas d'impossibilité pour un Lauréat de bénéficier de son financement pour des circonstances indépendantes de la volonté des Parties. La responsabilité des Parties ne pourra être engagée en cas d'incidents ou de préjudices de toute nature qui pourraient survenir en raison de la jouissance du prix attribué et/ou du fait de son utilisation.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITÉ

12.1. Est une « **Information Confidentielle** » toute information appartenant au Commanditaire ou au Candidat, communiquée ou rendue disponible par, ou au nom de, la « **Partie Divulgateur** » la « **Partie Réceptrice** », directement ou indirectement, qu'elle soit ou non formellement identifiée comme étant confidentielle, notamment sans limitation, liste de clients, registres, rapports, analyses, déclarations fiscales, compilations, études, formulaires, méthodes des affaires ou de management, plans d'affaires, données marketing, documents de design, dessins, information d'ingénierie, analyses financières, plans, formules, savoir-faire, idées, inventions, informations de marché, plans marketing, procès, produits et informations afférentes, secrets d'affaires et toute information obtenue directement ou indirectement, par la Partie Réceptrice par l'inspection, la révision ou l'analyse des documents qui lui ont été communiqués ou mis à sa disposition. L'Information Confidentielle peut être tangible ou intangible et peut être communiquée oralement, par écrit, par moyen ou sur support électronique, par observation visuelle ou par d'autres moyens et comprend également toutes copies, extraits et résumés.

La Partie Réceptrice utilisera les Informations Confidentielles uniquement pour les finalités pour lesquelles elles ont été communiquées et s'interdit d'utiliser, divulguer à tout tiers, d'exploiter commercialement, dupliquer, copier, transmettre ou autrement diffuser ou permettre toute action de ce type, à tout moment avant ou après la fin du Concours d'innovation, sauf pour les besoins autorisés par ce Concours d'innovation. La divulgation de l'Information Confidentielle que ce soit en interne du Commanditaire comme en externe n'est pas autorisée sans l'accord écrit de la Partie Divulgateur.

La Partie Réceptrice s'engage à prendre des mesures raisonnables pour garder secrètes les Informations Confidentielles et pour éviter toute divulgation, diffusion ou utilisation nonautorisée de ces informations. Les « *mesures raisonnables* » incluent, sans limitation : la protection contre l'accès, l'utilisation et la divulgation nonautorisée. La Partie réceptrice s'engage à notifier promptement et par écrit à l'autre Partie de toute utilisation non-autorisée, divulgation, perte d'Information Confidentielle de la Partie divulgateur en violation du présent Règlement, la notification incluant le rappel des mesures prises ou envisagées par la Partie Réceptrice pour remédier à la situation.

Les obligations figurant dans cet Article sont applicables pendant la durée du Concours d'innovation et survivront pour une période de sept (7) ans après la fin du Concours d'innovation.

12.2. Le Candidat s'engage à faire signer un engagement de confidentialité (selon le modèle annexé à ce Règlement) à toute personne travaillant sous son autorité et ayant besoin d'accéder d'une façon ou d'une autre aux données du Commanditaire. Cet accord nominatif de confidentialité sera communiqué in extenso au Commanditaire.

ARTICLE 13 - ANNULATION ET SUSPENSION DU CONCOURS D'INNOVATION

13.1. L'Organisateur et le Commanditaire se réservent le droit d'annuler ou de suspendre notamment Le Concours d'innovation en cas de :

- force majeure ;
- fraude de quelque nature que ce soit.

13.2. Les Parties ne pourront être tenues pour responsables d'une annulation ou d'une suspension du Concours d'innovation conformément au présent Article et aucune indemnité ou compensation ne sera due aux Candidats.

ARTICLE 14 - LOI APPLICABLE

14.1. Le Règlement et le Concours d'innovation sont soumis au droit français.

Fait le, à

Signature

Annexe 1 : Accord nominatif de confidentialité relatif à la participation au Concours d'innovation

Accord nominatif de confidentialité

Préambule

Le Commanditaire a confié à Cap Digital (L'Organisateur) la mission de réaliser une expérimentation sous la forme d'un Concours d'innovation, désigné « AI4Minerals », par lequel la technologie est appliquée à développer « l'exploration minière par l'IA », tel que rappelé dans le Règlement du Concours d'innovation (ci-après « la Mission »). Les données fournies dans le cadre du Concours d'innovation sont jugées suffisamment confidentielles pour que chaque personne travaillant à cette Mission, qu'elle soit employée par Cap Digital, ses sous-traitants, par une des entreprises candidates au Concours d'innovation (ci-après « les Partenaires »), etc. s'engage sur le présent accord.

Je soussigné, (prénom et nom), né(e) le à (ville de naissance et département de naissance), employé(e) de la société sise au (adresse de la société), en tant que (rôle dans la Mission), reconnais que dans le contexte exposé en préambule, du fait de ma présence sur cette Mission, j'aurai accès à des informations, par nature confidentielles, relatives à cette Mission.

Le Commanditaire et Cap Digital entendant conserver le secret des informations relatives à cette Mission, toute forme de reproduction et de diffusion, autre que celle qu'ils auront expressément autorisée par écrit, est interdite.

Je m'engage à respecter à titre personnel la confidentialité de toute information dont j'aurai connaissance sur cette Mission. Je m'engage à prendre connaissance des engagements convenus entre le Commanditaire et Cap Digital, et entre ces dernières et les Partenaires, rappelés ci-dessous. Je m'engage à les appliquer et les faire appliquer dans la mesure de mes responsabilités et de mettre tout en œuvre pour en faciliter l'application.

Si l'une des Parties constate qu'une personne (a) contourne ou tente de contourner les mesures de sécurité, ou (b) accède ou tente d'accéder à des applications pour lesquelles il ne détient pas d'habilitation, ou (c) copie ou tente de copier, sur quelque support que ce soit, des données présentes dans ses systèmes informatiques sans y avoir été préalablement autorisé par le Commanditaire et Cap Digital, elle retirera automatiquement l'habilitation de l'intéressé et en informera sans délai l'autre Partie.

Cap Digital et le Commanditaire seront en droit :

- si elle est liée contractuellement avec l'entreprise employant ladite personne de résilier, sans préavis ni indemnité, le Contrat pour manquement grave de l'entreprise ;
- d'entamer des poursuites judiciaires vis-à-vis de la personne ou de son entreprise.

En outre, en cas de suspicion légitime du Commanditaire de copie non autorisée de données de la Mission par un membre du personnel de l'un des Partenaires, il pourra exiger de Cap Digital qu'il procède immédiatement ou qu'il demande à ce que soit réalisée une vérification des outils informatiques de l'intéressé, utilisés dans le cadre de sa Mission (ex. ordinateur portable, clé USB, tout autre support amovible, etc.). Cette vérification devra être faite par l'entreprise concernée en sa qualité d'employeur et dans le respect de la législation en vigueur dans les délais les plus brefs à compter de la demande faite par le Commanditaire. Si cette vérification aboutit à la mise en évidence de copies illicites, un constat en sera dressé à la demande du Commanditaire, qui se réserve le droit

de prendre toutes mesures judiciaires afin de préserver ses droits ou d'obtenir réparation du préjudice subi.

Tant pendant la durée du Contrat, qu'après sa cessation et ce, pendant une durée de sept (7) ans, les Partenaires s'engagent à considérer comme strictement confidentielles et à traiter comme telles toutes les informations afférentes au Client, quels que soient leur nature et leur support, recueillies pendant exécution des Prestations (Ci-après « les Informations Confidentielles »).

Les Partenaires s'engagent à :

- ne pas divulguer ou laisser divulguer, directement ou par personne interposée, en totalité ou en partie, les Informations Confidentielles dont ils auraient eu ainsi connaissance, à quelque tiers que ce soit, à l'exception des employés et/ou sous-traitants ayant besoin des informations pour l'exécution de leurs obligations ;
- à prendre toutes les mesures nécessaires auprès de leurs salariés et/ou sous-traitants afin que ceux-ci soient soumis à cette même obligation de confidentialité ;
- à ne pas utiliser les Informations Confidentielles dans un cadre autre que celui de la Mission, même pour leur propre compte ;
- à restituer, à la première demande du Commanditaire, tout document ou autres supports contenant des Informations Confidentielles que ce dernier aurait été amené à lui remettre dans le cadre de l'exécution de la Mission, ainsi que toutes leurs reproductions.

Les fichiers et les données, auxquels les Partenaires pourront accéder du fait ou à l'occasion de la Mission restent la seule propriété du Commanditaire, étant entendu que ces données peuvent être des données personnelles au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (les « Données »). Par conséquent, les Partenaires s'interdisent d'utiliser lesdits fichiers et Données à toute autre fin que celles prévues dans le cadre de la Mission.

Ces Données sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les Partenaires s'engagent à prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des Données et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Les Partenaires s'engagent à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par leur personnel :

- n'agir que sur instruction des Parties ;
- ne prendre aucune copie des Données, à l'exception de celles nécessaires pour les stricts besoins de l'exécution de la Mission ;
- ne pas utiliser les Données à des fins autres que celles nécessaires à la Mission ;
- ne pas divulguer ces Données à des membres du personnel du Partenaire qui n'ont pas à intervenir dans le cadre de l'exécution des Prestations ;
- ne pas divulguer ces Données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Données ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité pour assurer la conservation des Données tout au long de la durée du présent contrat.

Au terme des présentes, quelle qu'en soit la cause, les Partenaires doivent restituer aux Parties tout fichier, programme ou document contenant des Données en sa possession et ne doivent conserver aucune copie de ces Données.

Les Parties se réservent le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par les Candidats.

Les Partenaires devront établir une attestation confirmant que les règles ci-dessus ont bien été respectées.

A ce titre, au plus tard au terme de la Mission exposée en préambule, ou en cas de fin de collaboration au titre de la Mission sus visée ou de départ de la société qui m'emploie, je m'engage à respecter cette confidentialité et à ne conserver aucun fichier informatique, support de livrables ou ayant servi à les élaborer, quel qu'il soit qui ferait référence au Commanditaire et/ou à leurs Données relatives à cette Mission (notamment les documents papier, les documents de tableur, de traitement de texte, de courriels, etc.) et à n'en conserver aucune copie sous quelque forme que ce soit.

Je m'engage également à ne pas les communiquer et/ou à en faire part à tout tiers ni même à tout collaborateur de mon entreprise n'ayant pas à titre personnel signé ce même engagement de confidentialité.

Je reconnais être informé(e) qu'en cas de violation de ces obligations, ma responsabilité personnelle tant pénale que civile pourrait être engagée, notamment sur le fondement de l'article 226-13 du Code pénal.

Fait à, en quatre exemplaires (un pour mon entreprise, un pour le Commanditaire, un pour Cap Digital et un pour moi)

Le

Signature (et paraphe en bas de chaque page)
(Précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

Rappel :

Article 226-13 du nouveau Code pénal : La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.